

NANCY EN COMMUN

Nordine Jouira

LUTTE CONTRE ET ADAPTATION AU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

1. Quelle importance accordez-vous à la lutte contre le dérèglement climatique ?

Nancy en commun reconnaît l'urgence écologique dans son appel datant de la fin de 2019. Si rien n'est entrepris pour limiter globalement les émissions de gaz à effet de serre, l'humanité pourrait subir un emballement climatique dès les +2°C de réchauffement dépassés provoquant un emballement non maîtrisé par des boucles de rétroactions : fonte du permafrost, acidification des océans, fonte des glaciers, etc.

Et à l'adaptation de la ville au dérèglement climatique ?

Il est établi scientifiquement que le dérèglement climatique globalisé provoquera des phénomènes météorologiques de plus en plus extrêmes : canicules, tempêtes, sécheresses, etc. Il est important d'adapter la ville à ces phénomènes, en créant des îlots de fraîcheur, en végétalisant la ville, en stoppant l'artificialisation des sols, en utilisant des techniques de construction dites passives favorisant l'isolation des logements et autres lieux communs. L'utilisation du béton doit être limitée. Pour rendre la ville plus supportable pour toutes et tous en été, nous mettrons en œuvre une tarification sociale dans toutes les piscines et multiplierons les aires ombragées.

2. Quelles mesures vous engagez-vous à mettre en œuvre pour adapter votre commune au dérèglement climatique ?

Il s'agit pour cela de se fixer des objectifs de réduction de gaz à effet de serre selon les recommandations du "pacte pour la transition" et à minima en respectant les engagements de la France lors de la COP21 au niveau local. Nous comptons mettre en œuvre un bilan d'orientation écologique dès 2020 avec les habitantes et fixer les grands enjeux et les moyens les plus efficaces pour limiter nos émissions de gaz à effet de serre.

3. Quelles mesures concrètes vous engagez-vous à mettre en œuvre pour faire diminuer l'utilisation des sources d'énergie fossiles sur la commune ?

Nous vivons aujourd'hui dans un monde dont l'économie est fortement carbonée, très dépendante. L'énergie la plus propre étant celle que nous ne dépensons pas, nous mettrons en avant le triptyque d'action proposé par l'association Negawatt : sobriété, efficacité et renouvelable, rangée dans l'ordre de priorité.

Selon ce principe, il s'agit donc de limiter l'étalement urbain, éteindre les vitrines à partir d'une certaine heure de la nuit, d'interdire les panneaux de publicité invasives, de mettre en œuvre l'isolation des bâtiments, de mettre en délibération un nouveau plan de circulation pour amener d'autres modes de mobilités alternatifs à la voiture individuelle.

PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ

4. Quelle importance accordez-vous à la protection de la biodiversité sur votre commune ?

Depuis la révolution industrielle, l'être humain a détruit, dégradé et simplifié les milieux naturels. La biodiversité ordinaire associée à ces milieux a régressé et s'est appauvrie. Or, cette nature ordinaire nous apporte de multiples biens et services écologiques indispensables à notre bien-être et à notre qualité de vie (comme, par exemple, la pollinisation de nos fruits

et légumes, le recyclage de la matière organique, le stockage du carbone ou la filtration et la redistribution de l'eau douce). Le changement d'usage des sols et l'urbanisation sont la première cause de dégradation des milieux naturels et d'érosion de la biodiversité. Nous avons une dette naturelle qu'il nous faut rembourser.

5. Quelles mesures concrètes vous engagez-vous à mettre en œuvre pour protéger la biodiversité sur l'espace communal ?

Nous voulons préserver et développer les trames vertes (couvert végétal), bleues (cycles de l'eau), brunes (sol) et noires (éclairage) et les inscrire dans le principe de "zéro artificialisation nette" dans le PLUi. Il s'agit donc de mettre en œuvre la règle verte, c'est à dire ne pas prélever sur la nature davantage que ce qu'elle peut reconstituer, ni produire plus que ce qu'elle peut supporter.

PARTAGE DE L'ESPACE PUBLIC

6. Êtes-vous d'accord sur le principe d'accorder moins de place aux voitures aux bénéfices des autres modes : marche, vélo, trottinette, gyroroue, transports en commun ?

OUI

7. Si oui, quels sont les objectifs chiffrés de part modale que vous chercherez à atteindre en 2026 ?

En 2012 - 2013, l'ADUAN a établi que le nombre de voitures par habitant à Nancy s'élevait à 0,97 et à 1,25 sur l'ensemble sud Meurthe-et-mosellan. Sur le bassin de vie, la part modale se répartit comme suit en 2013 : 53% pour les déplacements automobiles, 11% pour les déplacements collectifs, 1% pour le vélo, moins de 1% pour les deux roues motorisés, 1% pour d'autres modes et 34 % pour la marche.

Nous fixons comme objectif de faire exploser la pratique du vélo pour atteindre à minima 20% des trajets effectués en 2026 (peu ou prou la moyenne hollandaise aujourd'hui), 20% en transport en commun et 20 % en voiture. La marche et les autres modes (gyroroues, etc) se partagent le reste.

8. Si oui, quels sont les axes de votre programme d'actions pour y parvenir ?

Nous mettrons en place la gratuité intégrale des transports en commun, car c'est une mesure socialement juste, qui encourage d'autres modes de mobilités moins carbonés. Parallèlement, nous renforcerons les performances du réseau de transport en commun en donnant la priorité au feu par un pilotage automatisé et centralisé du réseau des feux tricolores et en augmentant les cadences selon les besoins des usagers. Nous retravaillerons en profondeur le plan de circulation par la hiérarchisation, ce qui permettra la mise en place des aménagements cyclables sécurisés, continus et rapides sur tout le bassin de vie, pour ne laisser l'usage des véhicules motorisés uniquement aux personnes qui en ont réellement besoin. Enfin, l'intermodalité sera promu grâce à l'installation de parking relais pour laisser l'automobile en périphérie de la collectivité. Les externalités positives sont extrêmement nombreuses : santé, diminution de GES, rapidité, bien vivre.

MARCHE À PIED

9. Quelles mesures vous engagez-vous à mettre en œuvre pour faciliter les déplacements à pied et celui des personnes à mobilité réduite ?

La hiérarchisation du plan de circulation permettra de réduire les mésusages automobile de la rue.

Mise en place d'un mobilier urbain inclusif et permettant les pauses et l'oisiveté. Élargissement des trottoirs pour permettre le croisement de deux fauteuils roulant et/ou de poussettes.

Mise en place de plateaux surélevé aux carrefours à niveau des trottoirs pour limiter la vitesse des automobiles et permettre le franchissement facilité des fauteuils roulants.

10. Si vous êtes élu et membre de la majorité, êtes-vous prêt à vous engager pour lutter contre le stationnement gênant sur trottoir, voie cyclable ou voie de bus (aménagements, verbalisation des contrevenants) ?

OUI

11. Si oui, quelles mesures prendrez-vous à cette fin ?

Sensibilisation, pédagogie et verbalisation. Le mobilier et les trottoirs hauts permettent d'éviter les excès de stationnement sauvage.

Nous privilégions toutefois la mise en place d'un nouveau plan de circulation et de zones à faibles émissions à même de limiter l'usage de l'automobile.

VÉLO ET NOUVEAUX MODES DE DÉPLACEMENT

LIEN EDEN FUB

12. EDEN se fait le relais de l'enquête « baromètre des villes cyclables » de la Fédération des Usagers de la Bicyclette », et porte son questionnaire en ligne : « municipales 2020, parlons vélo ». Y avez-vous répondu?

OUI

TRANSPORTS EN COMMUN

13. Dans le cadre de la révision à venir du PDU (plan de déplacements urbains), quelles mesures particulières souhaitez-vous mettre en place concernant les transports en commun dans votre commune ? (lignes, fréquence, amplitude horaire, confort, sites propres, priorités aux feux...)

Les transports en commun doivent devenir de plus en plus facile à emprunter. Nous les rendrons gratuits sur toute la Métropole, nous augmenterons les fréquences aux heures de pointes, nous permettrons le suivi en temps réel sur les applications numériques, nous augmenterons les amplitudes horaires, mettrons en place un maximum de site propre avec priorité aux feux. Si besoin, de nouvelles lignes seront créées, notamment pour effectuer les navette quotidienne domicile - travail.

14. Soutenez-vous le projet de nouveau tram tel qu'il a été voté en Décembre 2019 à la Métropole ?

OUI

15. Quelles améliorations ou aménagements éventuels souhaitez-vous voir apportés à ce projet ?

Le tramway sur rail est nécessaire pour assurer le transport des usagers vers le plateau de Brabois notamment, c'est pourquoi l'ouverture de la ligne doit s'effectuer en une seule fois et le plus rapidement pour éviter les ruptures de charge. Le tracé choisi pose de nombreux problèmes dénoncés par votre association lors de l'enquête publique, notamment le long du campus science et du jardin botanique, c'est pourquoi nous voulons remettre à plat les études techniques pour évaluer la meilleure solution collectivement et la soumettre à approbation citoyenne. Le budget prévisionnel a été évalué par la majorité actuelle sans marges d'erreurs,

ce qui est incompréhensible. Le choix de la création de la branche à Vandœuvre est à questionner, étant donné le faible cadencement envisagé (1 tram toutes les 15 minutes aux heures de pointe). Il semble urgent de réaliser un nouveau réseau de transport en commun et une planification pour augmenter sa part modale.

URBANISME

16. Dans le cadre de la révision à venir du PLUi (plan local d'urbanisme intercommunal), prévoyez-vous de mettre en place des mesures de lutte contre l'étalement urbain ?

OUI

Si oui, lesquelles ?

Oui, nous ferons reculer l'artificialisation de sols pour remettre en place des aires de biodiversité ou des vergers et jardins collectifs, citoyens et partagés, lieux communs de nouveaux modes de production agricoles, créant une activité locale vertueuse. Nous pensons refaire des aménagements paysagers dans les lieux suivants : place de la carrière et parking Vaudémont, ancienne usine Alstom, les rives de Meurthe, place Carnot et Haut du Lièvre pour ne citer qu'eux, mais ceci sera affiné lors du grand audit écologique citoyen que nous mettrons en œuvre cette année.

17. Quelle évolution programmez-vous pour votre ville et pour l'agglomération en termes de nombre d'emplacements et surface des jardins en ville, vergers, espaces naturels, parcs et squares ?

Partout où cela sera possible, en concertation avec les citoyens via la création de la régie publique agricole, facilitant le réseau et la mise à disposition des moyens techniques, logistiques et humains.

GESTION DES DÉCHETS

18. La loi de Transition énergétique pour une croissance verte (2015) a fixé un objectif de généralisation de la tarification incitative à la récupération des déchets avec un objectif de concerner 25 millions de personnes en 2025. Envisagez-vous des modalités de révision de la délégation de service public de Véolia ou des modifications du PLU afin de mettre en œuvre cette taxe incitative ?

La réduction des déchets est une priorité. Nous devons agir avec pédagogie et évaluer avec les habitants le taux de la tarification incitative en cohérence avec l'audit écologique de cette année. Nous pensons qu'une régie publique pour la gestion des déchets est possible et souhaitable dès la fin du contrat avec VEOLIA.

Les possibilités techniques pour la mise en œuvre de cette mesure sont nombreuses : part incitative plus ou moins importante dans la facture finale, volume forfaitaire au-delà duquel les levées supplémentaires de bacs sont payantes, grilles tarifaires favorables aux familles ou aux personnes résidant en habitat collectif, etc.

19. Quelle proportion respective de collecte sélective et de compostage de proximité (compostage individuel ou de quartier) comptez-vous atteindre à l'échelle métropolitaine pour la gestion des biodéchets à l'échéance précitée ?

La régie publique agricole mettra en place le système de compostage des déchets ménagers.

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ET TRANSPARENCE

20. Quels mécanismes de consultation citoyenne mettrez-vous en place pour permettre la participation des citoyens et des associations à l'élaboration des projets qui les touchent à l'échelle municipale et métropolitaine ?

Conseils de quartiers (zonage à redéfinir) avec animation délibérative. Les habitant·es y seront convié·es et indemnisé·es selon les besoins.

Les groupes auront également lieu sur des sujets thématiques, sur la gestion des biens communs et sur les audits écologiques et budgétaires.

La commune veillera à répondre aux demandes d'expertise des groupes et conseils de quartier, qui pourront voter à terme pour des budgets participatifs, permettant la réappropriation des lieux de vie commun.

21. Vous engagez-vous à rendre disponible à tous en ligne et sans délai toute étude ainsi que toutes données techniques commandées par la ville ?

OUI. Toutes les données et études commandées par la ville seront mises à disposition et bien ordonnée sur une plateforme centralisatrice dédiée.

COMMENTAIRE LIBRE

Nous reconnaissons 3 urgences actuelles : écologiques, démocratiques et sociales. Notre méthode pour y répondre consiste à envisager d'autres modes d'organisation que la simple concurrence "libre et non faussée" des acteurs privés et établir de nouveaux "lieux" communs, en remettant du collectif et de la vie dans notre ville avec toutes celles et tous ceux dont la voix n'est plus considérée.